



Gros et petits à l'imprimerie  
du Gouvernement.

PRIX : 12 fr. PAR AN.

payables par trimestre et  
d'avance.

# MESSAGER

## DE TAHIITI.

ANNONCES : 1 franc la ligne.  
durée de 9 points (poi.-rom.)

AU COMPTANT.

S'adresser à l'imprimerie du  
Gouvernement.

### PARTIE OFFICIELLE.

#### ORDRE.

Le Commandant particulier, Commissaire impérial, P.  
1., près, les lies de la Société.  
Par application des articles 88 et 90 de l'arrêté n. 23,  
sur le règlement de police,

Décide :

Aucun marin ou homme embarqué sur les bâtiments du commerce français ou étrangers ne sera gardé plus de 24 heures en prison, sans une demande écrite, faite par M. le chef du service administratif, et à défaut par le commissaire de l'inscription maritime. Si c'est d'un bâtiment marchand français qu'un bâtiment marchand étranger n'ayant pas de consul, et par le consul de sa nation si c'est un marin d'un bâtiment de commerce étranger ayant un consul dans la localité.

De même lorsqu'un marin du commerce sera détenu en prison sur une demande faite de l'une des autorités ci-dessus indiquées, il ne sera élargi que sur une demande semblable.

Lorsqu'un marin arrêté pour contravention aux règlements de police, ou pour un délit quelconque, devra, à la demande de l'autorité compétente, rester plus de 24 heures en prison, M. le chef d'état-major ou le directeur des affaires européennes en informera immédiatement M. le chef du service administratif, ou le consul, suivant la position de cet homme.

Du reste l'incarcération des marins du commerce français ou étrangers pourra, dans les cas pressés, continuer d'être effectuée comme par le passé, sur la simple réquisition verbale de leurs capitaines ; de même sur le simple avis verbal de ces capitaines les recherches de leurs descendants pourront être commencées sans retard, sauf aux autorités sus-désignées à adresser ensuite les réquisitions officielles nécessaires.

Enfin pour compléter les garanties nécessaires à l'autorité locale, comme à MM. les consuls et capitaines eux-mêmes, il ne sera délivré de permis de séjour à aucun homme des bâtiments de commerce s'il n'a été fait lui-même la demande au directeur des affaires européennes et s'il n'est porteur en outre d'un billet signé de son consul ou du chef du service administratif, certifiant que rien ne s'oppose à son débarquement.

Le présent ordre sera inséré au journal le *Messager de Tahiti*.

Papeete, le 16 avril 1855.

ROY.

DIRECTION DES AFFAIRES EUROPÉENNES.

#### AVIS OFFICIEL.

Les résidents français et étrangers de Papeete sont invités à acquiescer au trésor colonial, avant le 28 de ce mois, leur prestation pour l'entretien des routes, laquelle a été fixée à dix francs par l'arrêté du 7 courant, inséré au dernier numéro du *Messager de Tahiti*.

Ils sont prévenus que faute par eux de se conformer au présent avis, ils seront poursuivis conformément aux lois.

Les créanciers des sieurs Senot, distributeurs des sub-

sistances, et Morin, ouvrier civil de la direction du génie, dérivés à Papeete, sont invités à fournir leurs titres, sous huitaine, dans les bureaux du chef du service administratif, passé ce délai aucune réclamation ne sera admise.

### NOUVELLES DIVERSES.

#### NOUVELLES D'EUROPE.

Par le *Faoua*, arrivé de San-Francisco, dimanche dernier 15, nous avons reçu des nouvelles de Californie jusqu'au 10 mars, de New-York jusqu'au 11 février, et d'Europe jusqu'au 25 janvier, et du théâtre de la guerre jusqu'au 17. Elles confirment ce que nous avons publié dans notre numéro du 8. Le thème favori de tous les journaux est l'ouverture des négociations entamées à Vienne entre M. de Bourqueney, lord Westmoreland, le comte Dool et le prince Gortschakoff. Sans nous prononcer sur la sincérité de la Russie, sans chercher à deviner si l'Empereur Nicolas veut sérieusement la paix, reconnaissant que le jour n'est pas encore venu où Constantinople sera la seconde capitale de l'Empire, ou s'il ne cherche qu'à gagner du temps pour se préparer à reprendre au printemps les hostilités avec plus de vigueur que jamais et se disposer à faire face à tous ses ennemis, nous nous contenterons de fournir à nos lecteurs les moyens de se faire eux-mêmes une opinion. Mais dans le cas où notre dernière hypothèse serait vraie, les calculs du czar se trouveraient déjoués, car si les alliés ont des intentions pacifiques, leurs préparatifs pour la campagne prochaine ne s'en ressentent pas.

Quant à l'attitude de l'Autriche, en dépit de tous les alarmistes, qui ne prédisent que trahison de la part de cette puissance, nous la trouvons nettement dessinée ; en ce moment elle est obligée par ses intérêts, contrairement peut-être à ses sympathies, de faire cause commune avec les puissances occidentales, et l'entrée du Périm dans l'alliance, événement politique d'une haute gravité sous ce rapport, la met dans l'impossibilité de suivre une politique différente.

Lord John Russell a donné sa démission ; on n'est pas encore fixé sur la composition du nouveau cabinet à la tête duquel se trouvera lord Palmerston.

### FRANCE.

L'année qui vient de finir a été close par trois faits importants, qui se sont accomplis à Vienne. Ces trois faits sont la signature d'un nouveau protocole ayant pour objet de préciser l'interprétation des quatre points formulés dans la note du 8 août et le traité du 2 décembre, la communication de cette interprétation au prince Gortschakoff, représentant du czar à Vienne, qui, d'après une note du Montebour, avait demandé à entrer en négociations sur la base des garanties, et enfin la prolongation pour quinze jours du terme, expirant le 31 décembre, par l'acceptation pure et simple des quatre points par le cabinet de Saint-Petersbourg. La signature du protocole du 28 décembre a eu pour but de faire tomber les bruits d'après lesquels les trois puissances n'étaient point parfaitement d'accord sur l'étendue pratique de leur traité et d'enlever cet argument aux hésitations de la Prusse. Le représentant de celle-ci n'a point été appelé à prendre part au protocole, qui ne pouvait être signé que par les parties contractantes du traité du 2 décembre, mais communication lui en a été immédiatement donnée. Le cabinet de Berlin va donc être placé dans la nécessité d'adhérer au traité, ou de subir un isolement qui lui enlèvera le droit d'intervenir dans les négociations futures de la paix. Cette position fautive ne peut que porter une grave atteinte à son influence et à sa dignité. La situation deviendra plus fautive encore si l'Autriche, une fois en guerre avec la Russie, réclame l'exécution du traité spécial qui oblige la Prusse à venir et à défendre ses frontières. D'après quelques journaux allemands, voici quelles seraient les conditions posées au cabinet de Saint-Petersbourg, pour limiter sa puissance dans la mer Noire : liberté de la navigation du Danube et de la mer Noire, réduction à

Les navires russes admis à naviguer dans cette mer, et à l'annexion d'un nombre de navires appartenant à chacune des trois puissances. Il va sans dire que c'est là un minimum qui grandira avec la continuation des hostilités.

Les partisans de la Russie prétendaient à Berlin que l'Angleterre aurait voulu davantage, mais que la France s'était ralliée aux idées de modération de l'Autriche, qui, avant de tirer l'épée contre la Russie, tient à mettre tous les torts du côté du czar. En accordant, par la même motif, un nouveau délai de quinze jours au prince Gortschakoff qui, malgré l'été, de ses pouvoirs, n'a pas osé engager la responsabilité de son gouvernement dans une affaire aussi grave, il a été convenu que la réponse de la Russie serait formelle par un oui ou par un non. Si elle accepte, on entrera immédiatement en négociations avec elle; si elle refuse, l'Autriche rappellera immédiatement son ambassadeur de Saint-Petersbourg, et passera à l'alliance défensive à l'alliance offensive. Le correspondant du *Constitutionnel* le promet formellement, et le *Mentzer* le confirme implicitement en déclarant que la réponse adressée au plénipotentiaire russe constatait la parfaite solidarité des intérêts des trois puissances et le complet accord de leurs vues.

Nous touchons donc à une phase décisive de la question d'Orient. On croit généralement, en Allemagne, que l'empereur Nicolas ne subira pas les questions qui lui sont posées, parce qu'elles seraient de sa part, une renonciation à la politique traditionnelle des czars, au huit de dix traités et de cent batailles, et à la doctrine nationale en Russie de la domination sur l'Orient. C'est le *Constitutionnel* lui-même qui le dit. Cependant, la télégraphie nous transmet le texte d'un manifeste de l'empereur de Russie, en date du 26 décembre, qui porte que « pour épuiser ses devoirs de chrétien, il ne peut dévier la continuation du campagne et ne refusera certainement pas des propositions pacifiques compatibles avec sa dignité. »

#### PERSPECTIVES DE PAIX.

Voici, dans leur ordre chronologique, les dépêches télégraphiques de Vienne, relatives à l'acceptation, par le czar, des quatre garanties, telles que les entendent les puissances occidentales :

Vienne, lundi 8 janvier.  
Une conférence a eu lieu hier. Le prince Gortschakoff a annoncé qu'ayant consulté l'empereur, son maître, il avait été autorisé à accepter l'interprétation des quatre garanties « la dénou consignée au protocole de la conférence du 28 décembre. Il avait pouvoir et était prêt à négocier la paix. Il a été stipulé, de la part des alliés, qu'aucune cessation des hostilités n'aurait lieu attendant.

Vienne, lundi 8 janvier, dix heures du matin.  
Dans la conférence qui a eu lieu hier, le prince Gortschakoff a accepté sans réserve les quatre propositions. Nous savons que l'Autriche est d'accord avec les puissances occidentales sur l'interprétation des quatre propositions. Il ne faut pas oublier toutefois que ces quatre propositions ne sont que le minimum des demandes des alliés, et que toutes les questions que peuvent faire naître les éventualités de la guerre sont expressément réservées.

Vienne, lundi soir.  
La *Correspondance autrichienne*, organe semi-officiel, confirme les dépêches télégraphiques d'hier et d'aujourd'hui, et annonce que si les cabinets de France et d'Angleterre approuvent ce qui s'est passé, les négociations pour la conclusion d'une paix solide commenceront bientôt.

Vienne, le 9 janvier.  
La démission du prince Gortschakoff dans la conférence d'hier ayant été considérée comme satisfaisante, les négociations pour la paix commenceront bientôt.

Vienne, mardi 9 janvier.  
M. de Roupenne et lord Westonsford ont expédié des courriers à Paris et à Londres, afin d'avoir les pouvoirs nécessaires pour l'ouverture des conférences de paix. L'ambassadeur ottoman a été invité hier à assister à ces conférences.

Voici en quels termes le *Times* du 9 janvier commente la nouvelle péripétie survenue à Vienne.

« Nous ne doutons pas que la nouvelle qui nous a été envoyée hier matin par notre correspondant de Vienne, ne soit strictement exacte, et qu'il n'y ait tenu, le 7 de ce mois, entre les plénipotentiaires des cours alliées, une conférence où le prince Gortschakoff a voulu déclarer qu'il était autorisé à signer l'acceptation sans réserve par l'empereur de Russie des quatre garanties avec l'interprétation qui leur est donnée par la France, l'Autriche et l'Angleterre, comme préliminaires des négociations de paix. Quel que soit le résultat de ces négociations, dans lesquelles nous n'avons pas plus de confiance qu'il ne convient, la soumission du gouvernement russe aux conditions qu'il rejette avec indignation il n'y a pas plus de quatre mois, est une preuve incontestable du progrès fait par les gouvernements alliés et de l'ascendant que leur politique a déjà pris sur leur puissant adversaire. Nous avons fait ressortir hier avec quelque détail les incidents qui ont marqué l'heureux développement de la campagne et la retraite graduelle mais constante de

la Russie des territoires qu'elle avait saisis et des prétentions politiques qu'elle avait essayé de faire prévaloir. De ces qui avaient été mises en avant par le prince Mentschikoff au printemps de 1853, il n'en reste pas une. Mais c'est un fait beaucoup plus important et significatif de la part de l'empereur de Russie d'autoriser son ministre à déclarer que non seulement il renonce au protectorat des provinces moldo-valaques, que non-seulement la navigation du Danube sera libre, que non-seulement les droits des chrétiens sujets de la Porte seront garantis par le droit public de l'Europe, mais encore que la prépondérance dans la mer Noire cessera par les moyens qu'on voudra les puissances qui ont envahi son territoire et assiégé Sebastopol. Un délai de quatorze jours a été fixé par les alliés pour que cette communication fût adressée à Saint-Petersbourg et qu'on pût en recevoir une réponse à Vienne; mais voici qu'à peine la moitié des temps écoulés, l'ordre était envoyé par le télégraphe au prince Gortschakoff de négocier à l'instant sur les bases exigées. Cet ordre est donc au moins une reconnaissance, de la part du gouvernement russe, que les demandes, et les conditions des puissances alliées sont justes, et que la paix peut être établie sur les principes qu'elles ont toujours guidés. »

Le *Constitutionnel* envisage évidemment les faits avec beaucoup moins de confiance. Nous reproduisons le très remarquable article publié à ce sujet.

« Est-il vrai, est-il possible que le prince Gortschakoff soit venu accepter, sans réserve, les conditions qu'il déclarait déraisonnables le soir du 28 décembre :

« Voici ce que nous croyons être l'état des choses :

« Le 28 décembre, l'interprétation des quatre garanties, telles que les entendent maintenant la France, l'Angleterre et l'Autriche, a été lue officiellement et à titre de renseignements à l'ambassadeur russe par le comte de Buol. Le prince Gortschakoff a pris des notes étendues sur le document qui lui était communiqué et non remis : il a demandé et obtenu quinze jours pour en référer à son gouvernement. Il était bien entendu que, le 14 janvier, il devait faire savoir par un oui ou par un non si la Russie acceptait ou refusait les quatre garanties avec leur interprétation. Aucune discussion ne devait être admise sur cette interprétation; et, en cas de réponse négative de la part de la Russie, d'alliance de l'Autriche avec les puissances occidentales devenant offensive à partir du 14 janvier.

« Le prince Gortschakoff, tout en transmettant à son gouvernement les conditions des puissances, les qualifiant, avons-nous dit, de raisonnables.

« Huit jours après, et lorsque la moitié à peine du délai accordé était écoulé, le prince Gortschakoff est venu annoncer à M. de Buol qu'il était autorisé à accepter les quatre garanties, en modifiant légèrement l'interprétation d'une et point-à-point de deux d'entre elles. Il ajoutait que si les représentants des puissances alliées se croyaient fondés à refuser en rapport à exclure ces choses, il a les pouvoirs nécessaires pour traiter ces questions au fond, et commencer les négociations définitives.

« Aux termes de ce qui avait été dit le 28 décembre, les représentants de la France et de l'Angleterre pouvaient opposer au comte de Buol, quand il leur a rapporté la non-acceptation du ministre russe, une fin de non recevoir pure et simple. Ils avaient le droit de regarder et de traiter comme un refus une acceptation qui n'était pas sans limite et sans réserve. Nous croyons que l'Autriche leur a demandé de ne pas user immédiatement de ce droit.

« D'une part, on aurait fait valoir que l'interprétation donnée par la Russie aux quatre garanties ne différait pas sensiblement de l'interprétation reçue entre les trois puissances alliées; de l'autre, le délai accordé à la Russie pour répondre et se prononcer définitivement, avait encore une semaine à courir. Il ne paraissait donc pas y avoir d'inconvénient à ce que les ambassadeurs au lieu de répondre par un refus immédiat et irrévocable, prissent, sur les offres de la Russie, l'avis de leurs cours.

« C'est là le parti qui a été adopté. Nos correspondances nous informent que les ambassadeurs de France et d'Angleterre ont écrit, en effet, à leurs gouvernements afin d'avoir des instructions, et de recevoir, s'il y a lieu, les pouvoirs nécessaires pour négocier au fond.

« Tels sont les faits, si nous sommes bien renseignés, ils n'ont point les proportions que l'imagination des nouvelles leur a données aussitôt. Ils constituent seulement, pour la morale de la France et de ses alliés, un grand succès moral. C'est déjà un pas énorme que d'avoir amené la Russie à accepter, dans leur substance, ces quatre garanties qui, au printemps de 1853, étaient la destruction de sa puissance et la ruine de son bonheur. Mais la question qui précède tous les esprits aujourd'hui, est de savoir si l'on est plus près de la paix.

« A cette question, un seul homme peut répondre, c'est l'empereur Nicolas. Si cet homme, si les déclarations de son ambassadeur ne cachent aucune feinte, si les négociations, sont demandées loyalement et continues dans le même esprit, la paix peut sortir des conférences qui ont viré à Vienne. Mais n'y a-t-il point un piège sous les offres de prince Gortschakoff ?

« Trois choses autorisent à mettre en doute la sincérité de la Russie : la rapidité inespérée d'un complet change

meil leurs opinions, le langage et les déclarations du czar, j'aurais voulu t de la Russie à prolonger le dessein qui existe aujourd'hui entre les deux grandes puissances alliées, et que toute démarche pacifique de la Russie se grave en fournissant à la Prusse les arguments qui lui manquent ; enfin une raison stratégique décisive.

Le gouvernement russe débute à l'attaque il le peut à la publicité les mouvements des troupes, et si peu de personnes prennent la peine de suivre sur une carte quelconque même viennent à la connaissance des journaux. Les gens qui savent les mesures prises par la Russie depuis la signature du traité du 2 décembre, et la perspective d'une lutte avec l'Autriche, comprennent de quelle importance un délai de un mois serait aujourd'hui pour le czar.

« On se souvient que la concentration des troupes autrichiennes en Transylvanie plaçait les troupes russes dans une position si fautive, que l'Empereur dut se résigner à faire évacuer les Principautés. La Russie cherche à rendre à l'Autriche ce que celle-ci lui a fait.

« Pour n'être point prise à revers par les forces considérables que la Russie a réunies en Pologne et sur la haute Vistule, l'armée autrichienne a étendu considérablement sa gauche, et on a créé, en toute hâte, pour protéger la Galicie, les camps retranchés de Cracovie et de Lemberg. Avec la garde impériale, le corps de Schers et les réserves qui sont en Livonie et en Courlande, la Russie peut en effet jeter en quelques jours 150,000 hommes sur la Galicie, en route pour Vienne.

« Ils agi maintenant du campéber que l'armée autrichienne qui occupe les Principautés, et dont le quartier est en Transylvanie, ne puisse se porter au secours de la Galicie, en laissant quelques divisions pour tenir tête aux corps russes qui gardent la Bessarabie.

« Depuis le 2 décembre, la Russie s'est appliquée sans relâche à former une seconde armée, qui mènerait le haut Danube, et dont le quartier général est à Kioff. Ces deux armées, l'une de Pologne destinée à marcher du nord au sud, l'autre de Podolie destinée à marcher de l'est à l'ouest, et qui prendraient ainsi entre deux feux l'armée autrichienne vont être les essous le combat d'après le plan de Paskiewitch. Le général de Hess serait obligé de faire face à toutes les deux à la fois, une bataille gagnée ou une marche forcée ouvrirait à l'une des deux armées russes la route de Vienne.

« Ce qui manque à la Russie pour être en état de frapper en grand coup, c'est d'avoir réuni en Podolie des forces suffisantes ; elle a tellement dérangé son armée du Danube pour défendre Soustopol et Odessa, qu'elle n'a pu grouper encore autour de Kioff plus de 80,000 hommes. Il lui en faut 120 ou 150,000 pour agir efficacement.

« Espérât-elle, en feignant de négocier, donner aux troupes qui sont en marche de tous côtés le temps d'arriver en Podolie ? C'est aux mieux informés à répondre.

# BAIE DE NUMEA, PORT-DE-FRANCE, NOUVELLE CALEDONIE.

Suite.

Ses terreurs redoublèrent à la vue de nos canons et de nos équipages, et j'eus beaucoup de peine à lui rendre le calme et la confiance ; tant il avait été trompé sur nos véritables intentions. Quand je lui eus expliqué combien ses craintes étaient peu fondées, quand je lui eus donné l'assurance que les intentions du Gouvernement étaient toutes bienveillantes à l'égard de la population indigène, dont les croix de propriété restaient intactes, quand je lui eus représenté en termes clairs l'intérêt qu'il y avait pour lui à mériter la bienveillance du Gouvernement de l'Empereur, au lieu d'un châtiment sévère et immédiat ; quand, de plus, je lui eus affirmé que toute liberté lui restait de continuer à vivre dans l'idolâtrie ou d'embrasser le catholicisme ; quand, en un mot, je l'eus éclairé sur le présent et l'avenir, il s'opéra en lui une réaction complète. Dès cette première entrevue, Buarate s'engagea à défendre expressément l'anthropophagie dans toute sa tribu, et le meurtre pour quelque motif que ce puisse être, même par sa propre volonté. La confiance lui était revenue si grande, qu'il ne voyait plus quitter la *Constantine* jusqu'au lendemain, jour fixé par moi pour hisser le pavillon sur le territoire de la tribu, au village de Kalgone.

Le lendemain matin, après l'acte formel de prise de possession appuyé d'un salut de vingt et un coups de canon, Buarate reconnut la souveraineté de Sa Majesté sur la Nouvelle-Calédonie, et signa en notre présence l'acte de son acceptation.

Resté avec moi à bord de la *Constantine*, il me manifesta le désir que nous établissions un poste à Hienghen, comme nous l'avions fait à Balade ; je dus le lui refuser. Il voulait alors que je laissasse le pavillon hisse à Kalgone en signe de la nouvelle nationalité de sa tribu, mais je dus encore lui refuser, en lui faisant comprendre que le pavillon national était un signe sacré qui ne devait être confié qu'à des mains capables de le défendre et de le faire respecter. Il me supplia alors de lui permettre de l'arborer sur sa case de cérémonie au poteau, en signe de protection de notre part, s'engageant à le faire respecter et le défendre jusqu'à la dernière extrémité. Lui refuser cette distinction après avoir détruit tout le prestige de son autorité, au point de le forcer à faire disparaître les trophées humains qui ornaient sa demeure, c'était le priver de la seule marque distinctive qu'il put avoir ; la lui accorder, au contraire, c'était lui consacrer sa supériorité sur ses sujets, nous en faire un ami et dessiner nettement sa position vis-à-vis les tribus malveillantes de l'intérieur.

Je me déterminai donc à lui accorder la faveur d'arborer le pavillon sur sa demeure officielle, après lui avoir bien expliqué les devoirs que cette faveur lui imposait.

Afin de donner à cet acte un appui qui en rehaussât la valeur aux yeux des indigènes, et leur faire voir en même temps combien il nous serait facile de les atteindre, même au cœur de leurs montagnes, s'il méritait un châtiment, je remontai la rivière jusqu'au village de Buarate, à 10 milles de la mer, avec toutes les embarcations armées en guerre, et portant deux cents hommes de débarquement et quatre obusiers de montagne. La tribu tout entière était accourue à toutes les points habités et suivait sur les deux rives notre colonne, quelle accompagnait de ses cris assourdissants, au village fixé pour rendez-vous, nous trouvâmes Buarate environné de cinq ou six cents guerriers, les femmes et les enfants se trouvant à grande distance, par respect ou par crainte. Le débarquement s'opéra dans le plus grand ordre, et la colonne précéda par Buarate et par ses acheniens vers l'habitation de ce chef, qui, elle-même, était entourée de naturels. Le pavillon fut arboré et salué de vingt et un coups de canon, dont les détonations portèrent, de vallée en vallée, vers l'intérieur, la nouvelle de la soumission du plus puissant chef de la Nouvelle-Calédonie.

Veuillez me pardonner, monsieur le ministre, les détails dans lesquels je viens d'entrer sur l'établissement de notre autorité dans la tribu de Hienghen. Cet acte, insignifiant peut-être en apparence, ne paraît avoir une grande portée et devoir exercer une grande influence sur l'avenir de notre nouvelle possession ; car de Hienghen devait soulever sur le bord de l'île le vent de la résistance ou celui de la paix ; de la conduite de Buarate dépendait celle des autres chefs non encore soumis, et la colonisation pacifique et fructueuse. J'étais loin de penser que ce chef, qui peut armer plus de six cents hommes, renoncera aussi facilement à l'autorité absolue dont il jouissait ; et au titre peu enviable de roi de la Nouvelle-Calédonie. La confiance a survécu chez lui à sa crainte, quand il a pu comprendre qu'il avait une troupe, et que toute conduite, en son égard, dépendait tout à fait de la sienne. Je crois, monsieur le ministre, que Buarate est désormais franchement soumis ; il en a fait engagement ; j'ai jusqu'à présent eu du succès ; j'ai obtenu sa promesse, car, à une intelligence supérieure, il joint un caractère plus droit qu'aucun autre sauvage, et il tient surtout à l'honneur de ne jamais manquer à sa parole.

La tribu de Hienghen, bornée au nord par celle du Pucpo, bien qu'elle en soit séparée par celle de Diadé, par sa faiblesse fait appartenir soit à l'une, soit à l'autre, selon les hasards de la guerre, cette tribu, dis-je, occupe un territoire riche, arrosé par trois rivières, dont deux se déversent à la mer dans la baie qui forme le port intérieur de Hienghen. Le climat est excellent, les bords abrupts laissent peu de terrains propres à la culture, est la plus habitée, et est navigable pour les embarcations de grande dimension jusqu'au village de Buarate ; la seconde, au contraire, est fermée par une barre qui ne permet le passage qu'à la haute



... mais d'un autre côté, elle parcourt une vallée moins ondulante, qui se prêterait à la grande culture. Les montagnes s'élèveraient largement de beaux bois de construction, d'une exploitation, sinon facile dans l'état actuel du pays, du moins possible.

La population que nos appréciations me font porter à 5,000 âmes environ, est en général d'une teinte moins foncée que celle des naturels de sang calédonien pur, les Uvées émigrés de Wallis s'étant plus particulièrement établis entre la tribu de Pommer et celle de Supuaka; aussi la race est-elle plus grande, plus belle et plus intelligente à Papéte, Hienghen et Tuho, où le mélange s'est fait plus franchement.

L'origine commune et d'un caractère semblable, les populations de ces tribus me paraissent offrir un même intérêt pour l'avenir de nouvelle colonie. Il manque encore à celle de Hienghen d'être, les deux voisines, préparée par le catholicisme à la civilisation, mais elle y sera conduite par la force seule des choses et de sa position.

Toutes les cultures intertropicales réussissent parfaitement dans le territoire de Hienghen, qui offre à des exploitations sur une grande échelle l'avantage d'être coupée par plusieurs cours d'eau d'une certaine importance, comme l'indique le croquis de la rivière d'Hienghen levé par M. Louis de Freycinet, et que je joins à mon rapport.

Le mouillage extérieur de Hienghen est à peine abrité dans la belle saison par les coraux extérieurs qui sont à grande distance de la côte; et serait des plus mauvais dans la saison de l'hivernage. Quand au port intérieur, il est très-restreint en surface, et ne saurait servir d'abri sûr contre un ouragan: Ce vice radical me fait penser qu'un établissement maritime ne saurait être fait sur ce point, qui devrait être exclusivement réservé à la production.

Retenu le 9 par le mauvais temps sur la rade de Hienghen, je ne pus partir que le 10 au matin, en même temps que le *Prong*, que je dirigeai sur Tuho, tandis que la *Constantine* se rendait au port de Kanala, où elle serait rejointe par sa conserve.

La *Constantine* mouilla le 12 dans le magnifique port de Kanala, dont j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le plan, levé par moi, et sondé en partie par M. Campenon, en même temps que je faisais, comme ailleurs, reconnaître la souveraineté de la France, et je créais des relations avec le chef de cette tribu, que je trouvais tout disposé à accepter notre domination.

Chef d'une tribu puissante et redoutée, Kai, muni de fusils bien avant ses voisins, avait vu ses forces décuplées par l'emploi de cet arme, et en avait profité pour dominer en despote sanguinaire les tribus d'alentour; mais cette supériorité toute temporaire n'a eu pour lui que le temps qu'il a duré l'exploitation de ses bois de Sandal, car dès que ce moyen d'échange est devenu rare chez lui, les navires sandaliens se sont adressés aux tribus voisines, et les ont enrichis de leur tour des mêmes armes qui avaient fait la puissance de leur ennemi. Dès lors l'équilibre s'est peu à peu rétabli, et la tribu de Kanala est descendue au niveau auquel elle avait réduit les autres. Kai, vieillie par ses soixante ans et ses récents revers, fut donc enchané d'accepter la souveraineté de la France, dans l'espoir de vivre désormais en paix, et, dès le lendemain de notre arrivée, lui et ses gens étaient tout entiers à notre dévotion.

A l'inspection seule du plan du port Kanala, on comprend toute l'importance maritime de ce point placé presque au milieu de la côte orientale de la Nouvelle-Calédonie. Offrant dans toute son étendue un abri aussi sûr que la rade de Toulon, il renferme dans son sein quatre-vingt assins naturels, dans lesquels, toute espèce d'établissements maritimes militaires et commerciaux pourrait être créés facilement, chacun deux présentant la même sécurité pour les réparations, la même facilité pour les chargements et déchargements, de l'eau excellente en abondance, et une égale facilité de communications.

La suite au prochain numéro.

#### BÂTIMENTS SUR RADE.

DE GUERRE.

26 octobre. Golette française *Papeete*, commandée par

M. Rosenzweig, lieutenant de vaisseau  
21 février. Corvette française *Moselle*, commandée par M. Belland, lieutenant de vaisseau.  
Golette française *Nouhine*, désarmée.  
7 avril. Corvette à vapeur *Desargues*, commandée par M. de Brun, capitaine de frégate.

#### DE COMMERCE.

31. Golette anglaise *Melbourne-Pocket*, à Hort.
11. Golette française *Etoile du Nord*.
- 30 janvier. Balaïnier français *V'instole*, capitaine Colin.
86. Trois mâts américain *Sofronia*, capitaine Hall.
19. Brig américain *Argyle*, capitaine Sabina.
23. Brig anglais *Louis et Mirion*, capitaine Milne, sur cale.
27. Balaïnier américain *Potomac*, capitaine Swan.
28. Balaïnier américain *Barclay*, capitaine Coffe.
- 41 avril. Golette américaine *G. VV. Kendall*, capitaine Wilson.
12. Golette de Rimatara *Manahutu*, capitaine Keith.
15. Golette américaine *Fuen*, capitaine Barrell.
18. Balaïnier américain *Daniel Webster*, capitaine Starbuck.
19. Balaïnier américain *Monticello*, capitaine Baker.

Mouvements du port de Papeete du samedi 14 au dimanche 24 avril 1855.

#### ENTRÉS.

15. Trois mâts américain *New-World*, capitaine Ross, 208 tonneaux, 14 hommes d'équipage, 64 passagers, venant de Melbourne en 70 jrs; assortiment.
16. Golette américaine *Fuen*, capitaine Barnett, 170 tonneaux, 8-hommes d'équipage, 1 passager, venant de Californie en 34 jours; pommes de terre, etc.
18. Balaïnier américain *Daniel Webster*, capitaine Starbuck, 346 tonneaux, 24 hommes d'équipage, venant de la pêche; 700 barils.
19. Balaïnier américain *Monticello*, capitaine Baker, 339 tonneaux, 23 hommes d'équipage, venant de la pêche; 350 barils.

#### SORTIS.

15. Golette du protectorat *Rivouai*, capitaine Christian, pour Californie; 95,000 oranges.
16. Golette de Borahora *Sea-Lark*, capitaine Blackett, pour Huahine.
18. Trois mâts américain *New-World*, capitaine Ross, pour Californie.
18. Cotre de Huahine *Repe*, capitaine Fenua, pour Huahine.
19. Golette américaine *Flying Dart*, capitaine Freeman, pour Californie; 250,000 oranges.

#### ARSENAL DE FARE-UTE.

- Le 16, le balaïnier français *V'instole* quitte le quai.
- Le 17, le brig anglais *Louis et Mirion* a été lancé sur cale.
- Le 18, le balaïnier américain *Barclay* quitte le quai.

#### ANNONCES.

##### AVIS AU PUBLIC.

M. PEAN a l'honneur d'informer le public qu'il a plusieurs immeubles à vendre, situés rue de la Petite-Pologne, à Papeete.

S'adresser à lui pour les conditions de vente.

##### PUBLIC NOTICE.

Mr. PEAN has the honour to inform the public that he has several houses to sell situated in Little Poland Street at Papeete.

Apply to him for the conditions of the sale.

Papeete, 12th. April 1855.

The undersigned intends to depart from Tahiti on or about the 25th. instant.

JOHN RICHARD.

The public est prévenu que le soussigné a l'intention de quitter Tahiti le 25 du courant.

JEAN RICHARD.

##### POUR FRANCE DIRECTEMENT.

Le beau trois mâts français le *V'instole*, capitaine Colin, partira pour le Havre directement, du 15 au 20 mai prochain.

Pour fret et passagers, s'adresser à MM. Hort frères, consignataires, ou au capitaine, à son bord.

##### FOR FRANCE DIRECT.

The fine french ship *V'instole*, captain Colin, will leave for Havre direct, the 15th. or 20th. of may next.

For freight or passage apply to Messrs Hort brothers, or to the captain on board.

L'imprimeur général : H. GODEFRET DE BUREAU